

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXII.

---

*Du Mercredi 22 Octobre 1789.*

ON a annoncé une affaire concernant la tranquillité de la ville de Rouen; on a lu ensuite une réponse de la ville d'Alençon, sur l'envoi prochain des pièces relatives à M. de Caraman.

Une affaire plus grave s'est offerte à la discussion. M. Target s'est plaint de ce que le pouvoir exécutif n'avoit pas envoyé aux municipalités des environs de la capitale, les différens décrets sanctionnés par le roi; il proposoit de faire demander les motifs de ce retard, si contraire au bien public.

M. Coroller du Mouffoir, est allé plus loin; il a dit qu'il falloit mander M. le garde-des-sceaux pour expliquer ses motifs. M. de Liancourt croyoit qu'il suffisoit que M. le président se retirât devers le roi, pour connoître les causes des faits dénoncés.

*Tome III.*

I i

M. Gœrddan observoit que la publication des décrets du 4 août, étoit insuffisante & illusoire , en ce qu'elle ne changeoit rien à la jurisprudence ancienne , & qu'il falloit demander incessamment que ces décrets fussent promulgués & envoyés aux cours.

M. Christin observoit que l'état de trois cent mille serfs dans la Franche-Comté étoit incertain, puisque l'article I<sup>er</sup> des arrêtés du 4 qui abolissoient cette servitude, n'étoit pas revêtu des formes légales, & qu'on devoit s'empressez d'autoriser le président à se retirer devers le roi pour demander leur promulgation.

« Le seul moyen d'appaiser les peuples , disoit M. Buzol, est de les satisfaire en les faisant jouir du fruit des travaux de l'assemblée, & de leur assurer l'exécution des loix qu'elle a faites ; mais la conduite des ministres est reprehensible ; c'est à eux d'en venir rendre compte à l'assemblée. J'ai l'honneur d'observer qu'on n'a pas envoyé les arrêtés du 4 dans la partie de la province d'où je suis. On a dit dans le décret des subsistances, que les municipalités prêteroiient main forte, & cela n'est pas dit dans celui qui a été publié. Le décret sur la constitution n'est pas publié non plus, c'est la faute des ministres ; je demande expressément que M. le garde-des-sceaux soit mandé à l'assemblée pour rendre compte de ses motifs. »

M. Koffmann a déclaré que les tribunaux s'empresseient de rendre des jugemens contraires aux arrêtés du 4, & qu'ils décernoient des contraintes pour paiement des droits abolis par ces arrêtés.

« Les ministres doivent sçavoir, ajoutoit M. le Chapelier, que quand un décret est sanctionné, ils ne peuvent pas le changer. Ils ont fait du décret sur les subsistances une vé-

ritable loi royale ; ils devoient aussi envoyer aux tribunaux les différens décrets pour que la promulgation fût régulière : je demande qu'ils leur soient tous envoyés , afin qu'ils s'y conforment , & qu'ils soient mandés pour répondre d'une conduite si contraire au bien public. »

M. Desineuniers , appuyant la motion , observoit qu'avant de les mander , il étoit des points de détail qu'il falloit régler. Quelques articles ont été présentés à la *promulgation* ; d'autres à la *publication* ; quelques autres enfin à l'*acceptation*. Ces différences viennent de ce que nous n'avons pas donné une définition exacte de ces mots.

« C'est un fait avéré , disoit M. de Mirabeau , que la promulgation de vos décrets n'a pas été faite ; c'est au ministre chargé de cet objet & du soin de l'envoyer dans les provinces , d'en répondre. Maximes , principes de législation , décret & arrêts , tout doit être également transcrit dans les registres qui doivent en constater l'existence ; la difficulté qui peut nous occuper vient de la monstrueuse existence des corps judiciaires qui ne subsisteront pas long-temps de la même manière ; mais la transcription sur les registres , n'arrêtera-t-elle pas les réformes que vous pouvez faire dans le pouvoir judiciaire ? il faut toujours savoir pourquoi les provinces n'ont pas connu légalement vos décrets ; je demande par amendement , & vu les circonstances qu'il n'est pas sage de dévoiler aujourd'hui , qu'une députation tirée de son sein prenne connoissance des subsistances dans le royaume & dans la capitale dès-à-présent. »

M. le vicomte de Mirabeau a dit que les principes qui avoient fait supprimer le comté des subsistances , étoient toujours les mêmes.

Quelques membres ayant observé que cette motion

n'étoit pas appuyée, M. de Mirabeau a demandé à prouver la connexité de cette question avec la première.

On a repris les débats sur le premier objet, & M. de la Ville-aux-Bois a dit, qu'il étoit instruit que les arrêtés du 4 avoient été envoyés depuis 15 jours dans les provinces, d'une manière officielle, mais qu'elle étoit insuffisante, & qu'il falloit demander la promulgation dans les tribunaux. Un autre membre a fait la motion expresse de présenter à l'acceptation tous les nouveaux articles qui ont été décrétés par l'assemblée, entr'autres celui qui fixe la forme de la promulgation qui a été décrétée depuis peu de jours.

M. Tellier trouvoit infiniment dangereuse la forme de publication employée par les ministres, en ce qu'on avoit fait insérer à la suite des décrets la réponse du roi qui tendoit à les affoiblir; il a demandé qu'on statuât qu'il ne feroit rien ajouté au décret. M. l'Anjuinais appuyant cette dernière motion, disoit qu'il étoit essentiel qu'en publiant une loi, on n'y ajoutât pas un plaidoyer contre cette même loi. La promulgation est d'ailleurs nécessaire, c'est-à-dire, les arrêtés doivent être transcrits sur les registres des tribunaux.

M. Broustaret a retracé comment les arrêtés du 4, présentés à l'acceptation du roi, avoient été suivis d'une sorte de plaidoyer contraire; 2°. comment la promulgation demandée avoit été suivie d'un refus, & comment on s'étoit contenté de la publication dans les circonstances d'alors; mais on ne peut se dispenser, ajoutoit-il, de reconnoître deux manières pour faire respecter & exécuter la loi, l'acceptation du roi & la promulgation dans les tribunaux. Or, les arrêtés du 4 sont en grande partie des loix conf-

titutives que vous devez présenter à l'acceptation & faire promulguer au plutôt.

Le vœu de l'assemblée a été d'entendre M. le garde-des-sceaux sur le défaut de promulgation des arrêtés du 4. L'assemblée a cru avoir une communication plus facile avec les ministres, en se déclarant inséparable de la personne du roi; mais on ne doit pas rendre les places des ministres désagréables, ce n'est pas l'ordre de l'assemblée; ce n'est pas comme les *venies* des tribunaux qui étoient toujours une peine. Ici on ne veut qu'appeler le ministre pour connoître ses motifs.

Alors quelques membres ont proposé divers amendemens. Les uns vouloient qu'on se contentât d'appeler M. le garde-des-sceaux, d'autres de l'invier. Un troisième proposoit de diviser la motion; un autre d'ajouter au décret l'envoi des arrêtés aux municipalités & autres corps administratifs; certains, de dire que M. le garde-des-sceaux se rendra ou bien sera entendu dans l'assemblée.

Après que tous ces amendemens ont été faits, M. Dupont a observé qu'en invitant M. le garde-des-sceaux, on décidoit que le ministre du roi peut être membre de l'assemblée sans être réélu, & que cette question étoit trop importante pour la préjuger ainsi.

« Quand même vous décideriez que le ministre peut être membre de l'assemblée, disoit M. l'abbé Grégoire, vous ne pourriez pas vous servir du mot d'invitation, parce que vous ne le mandez pas comme membre de l'assemblée, mais comme ministre ».

On est allé aux voix sur les divers amendemens; il a été décidé, 1°. qu'il n'y auroit point de division dans la motion; 2°. qu'on y joindroit les mots *municipalités & autres*.

corps administratifs; 3°. que le mot *appelé* ne feroit point employé; 4°. quant au mot *invité*, l'épreuve a été double deux fois de suite. On s'est décidé d'aller aux voix sur le rejet ou l'acceptation du mot *mandé*, qui a été adopté.

On a relu la motion entière. Aussi-tôt M. de Clermont-Tonnerre faisant observer une faute dans la rédaction, a désiré que l'on réduisit la seconde partie à demander à M. le garde-des-sceaux de rendre compte des motifs du refus de la publication ordonnée.

M. Emeri a saisi ce moment pour dire avec force qu'il y avoit dans les décrets, des changemens, des modifications, des altérations qui ne doivent pas avoir lieu, & qu'ainsi on ne pouvoit pas borner le vœu de l'assemblée à demander seulement les motifs de la publication. Il a rédigé une motion qui a été adoptée & qui se trouve à la fin du décret que l'assemblée a rendu en ces termes :

« L'assemblée nationale a décrété que les arrêtés du 4 août & jours suivans, dont le roi a ordonné la publication, ainsi que tous ces arrêtés & décrets qui ont été acceptés ou sanctionnés par sa majesté, soient envoyés, sans aucune addition, changement ou observation, aux tribunaux, municipalités, ou autres corps administratifs, pour y être transcrits sur un registre, sans modification ni délai, & lus, publiés & affichés. Que le garde-des-sceaux sera mandé pour rendre compte des motifs du retard apporté à la publication & promulgation des décrets, des différens changemens qui y ont été faits, & des raisons qui ont déterminé à faire publier les observations envoyées au nom du roi sur les arrêtés du 4 août & jours suivans. »

M. Target a lu ensuite, au nom du comité, la rédaction d'un décret concernant le conseil d'état.

M. Goupille de Préfeld y a fait un amendement pour substituer les mots *évocations avec rétention*.

M. de Mirabeau a substitué à ces mots, *proclamations conformes aux loix*, ceux-ci, *proclamations nécessaires pour procurer & assurer l'exécution littérale des loix*.

On est allé aux voix, & l'assemblée a adopté le décret ainsi rédigé :

« L'assemblée nationale a arrêté que jusqu'à ce qu'elle ait organisé le pouvoir judiciaire & celui d'administration, le conseil du roi est autorisé à prononcer sur les instances qui y sont actuellement pendantes, & qu'au surplus il continuera provisoirement ses fonctions comme par le passé, à l'exception néanmoins des arrêts de propre mouvement, ainsi que des évocations avec rétention du fond des affaires, lesquels ne pourront plus avoir lieu, à compter de ce jour. Mais le roi pourra toujours ordonner des proclamations nécessaires pour procurer & assurer l'exécution littérale de la loi. »

M. Baudouin a demandé la discussion de l'affaire de Tréguier ; mais on a observé que le rapport n'en étoit pas encore prêt ; alors M. de Marguerites s'est plaint de l'insuffisance du local, qui ne permettoit pas de délibérer d'une manière commode & convenable ; il a paru que les commissaires avoient quelque chose à dire à cet égard, mais l'ordre du jour, fortement réclamé, n'a pas permis qu'on les entendit.

On s'est donc occupé de discuter les règles de la représentation dans les assemblées municipales, provinciales & nationales.

M. de Montlaugier examinoit quelles sont les qualités nécessaires pour être citoyen ; il n'adoptoit pas la distinction du comité entre les citoyens actifs & ceux qui

ne le sont pas ». Le droit de cité est un, disoit-il, ce qui fait que tous ceux qui en sont investis, sont nécessairement égaux. Tout citoyen est nécessairement citoyen actif, & le mot de citoyen passif doit être proscrit de toute association politique; mais il trouvoit un moyen simple de se débarrasser de cette population considérable dans la seule admission des chefs de famille appelés aux différentes assemblées publiques. Plusieurs observations sont venues à l'appui de ce sentiment; mais il paroît que M. de Montlausier a confondu les vues étroites du droit civil, avec les idées plus vastes du droit politique; quoique le fils de famille ne puisse pas faire certains actes interdits par la loi, il n'est pas moins considéré comme citoyen, électeur ou éligible dans toutes les assemblées de la cité.

Après avoir présenté cette base constituante de l'état citoyen, M. de Montlausier s'élevoit contre les célibataires; & il résultoit de ses principes qu'ils devoient être exclus des assemblées élémentaires. « C'est un homme particulier, disoit-il, que la société doit à l'état du mariage. Je ne désapprouve pas en général les loix faites par certains peuples contre le célibat; mais je ne pense pas qu'on doive se défendre d'honorer plus particulièrement l'état du mariage. » Il semble que l'orateur ne devoit pas confondre le célibat adopté par la religion, avec celui que le relâchement des mœurs & les progrès du luxe ont produit; & c'est peut-être une des causes des murmures qui se sont élevés.

M. le Grand a parcouru rapidement les diverses conditions de l'éligibilité; il desiroit 25 ans pour être membre des assemblées élémentaires, & 30 pour l'être du corps législatif. Un domicile d'un an avant l'assemblée d'élection

lui paroïssoit suffisant ; il n'exigeoit que l'imposition équivalente à une journée de travail.

M. Desmeuniers a réfuté quelques propositions de ceux qui l'avoient précédé ; il a fait sentir que M. de Montlausier, qui se plaignoit de ce que le comité de constitution avoit écarté plusieurs citoyens du droit de représentation, en écartoit un plus grand nombre par son système exclusif en faveur des chefs de famille, & contre les célibataires.

Ici, M. de Clermont-Tonnerre a interrompu la discussion pour demander que toutes les affaires qui ne seront relatives ni à la constitution, ni aux finances, soient renvoyées à une séance extraordinaire fixée le dimanche à onze heures ; la motion a été appuyée & applaudie.

M. Robert-Pierre l'a combattue, en disant qu'il étoit dangereux de limiter ainsi des travaux qui peuvent être urgens ; qu'une pareille détermination ne pouvoit être prise lorsqu'on devoit s'occuper au plutôt de l'affaire de Tréguier, de celle de Rouen, & autres qui peuvent demander célérité. M. Robert-Pierre a ajouté que dans un temps de troubles, & quand il pouvoit être question de *conspiration contre le bien public*, il n'étoit pas prudent de borner à une seule séance les affaires extraordinaires. »

M. de Clermont-Tonnerre vouloit répondre & prouver que sa motion n'avoit aucun des inconvéniens présentés par M. Robert-Pierre, lorsque MM. Côtin, le vicomte de Noailles & plusieurs autres, ont réclamé la parole de préférence à lui.

Au milieu de ces débats, la question a été ajournée. On est revenu aux questions de la représentation.

M. de Saint-Fargeau a proposé de discuter séparément les cinq conditions d'éligibilité présentées par le comité.

de constitution, & qu'on allât aux voix article par article. Cette motion a été adoptée, & l'on a soumis à la discussion le premier article, portant que tout citoyen français ou devenu français pouvoit être électeur.

M. de Beaumés disoit que les loix françaises avoient consacré les mots *naturel* ou *naturalisé*. Alors M. Tarjet à expliqué les motifs qu'avoit eu le comité de constitution, pour mettre dans l'article ces mots, *devenu français*.

« Il est juste, disoit-il, que la nation honore ceux qu'elle peut appeller à la jouissance des droits politiques ; vous devez laisser cette porte ouverte à l'étranger. Nous n'avons pas voulu parler des lettres de naturalité qui ont dépendu jusqu'à présent du pouvoir exécutif, parce que vous ne laisserez qu'à la nation le droit de former de nouveaux citoyens.

M. Target a été fort applaudi, & quoique M. Dupont voulût que l'on dit *tout François d'origine*, & que l'on fixât un temps d'habitation pour acquérir le droit de cité, l'assemblée a adopté unanimement la première condition de l'article IV du comité, c'est-à-dire, *que tout citoyen qui fera né Français, ou devenu Français, aura droit de se réunir pour former, dans les cantons, des assemblées primaires*.

Il a été décidé, comme par acclamation, que l'assemblée se transporterait le soir, à six heures & demie, chez le roi ; une simple députation n'auroit pas assez exprimé son dévouement pour un monarque si digne d'être aimé.